

COLLÈGE INTERARMÉES  
DE DÉFENSE



# LA CRISE D'AGADIR EN 1911

Mémoire de géopolitique

du lieutenant-colonel Gouaichault

dans le cadre du séminaire « Penser les crises »

Directeur : Monsieur Jean-Paul JOUBERT

Avril 2003

## SOMMAIRE

### PREMIERE PARTIE : Le choix de la négociation

Les acteurs et les alliances

La voie diplomatique

### DEUXIEME PARTIE : Dans un nouvel environnement, la grandeur de l'Allemagne au prix d'une guerre ?

L'émergence du rôle de l'opinion publique et des médias

Vers une guerre inéluctable

La thèse de la conquête de territoires avec l'isolement de la France

## TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE .....	2
INTRODUCTION .....	4
I. LE CHOIX DE LA NEGOCIATION.....	5
I.1 LES ACTEURS ET LES ALLIANCES .....	5
1.1.1 LA FRANCE.....	6
1.1.2 L'EMPIRE ALLEMAND .....	6
1.1.3 LA GRANDE BRETAGNE.....	7
1.1.4 LA RUSSIE.....	8
I.2 LA DIPLOMATIE .....	9
1.2.1 LA NEGOCIATION INUTILE .....	9
1.2.2 L'ENTRACTE.....	14
1.2.3 LA NEGOCIATION UTILE.....	15
II. DANS UN NOUVEL ENVIRONNEMENT, LA GRANDEUR DE L'ALLEMAGNE AU PRIX D'UNE GUERRE ?.....	18
II.1 LA PRISE EN COMPTE DE L'OPINION PUBLIQUE ET DES MEDIAS .....	18
II.1.1 L'OPINION PUBLIQUE.....	18
- L'opinion française : .....	19
- L'opinion allemande : .....	20
II.1.2 LES MEDIAS .....	21
II.2 VERS UNE GUERRE INEVITABLE.....	24
II.3 LA CONQUETE DE TERRITOIRES ET ISOLEMENT DE LA FRANCE .....	28
CONCLUSION .....	32
ANNEXE I .....	35
ANNEXE II .....	36
ANNEXE III.....	37
ANNEXE IV.....	38
ANNEXE V.....	34
BIOGRAPHIE .....	39

## INTRODUCTION

Le début du XX<sup>ème</sup> siècle fut marqué par un certain nombre de crises plus ou moins graves qui allait progressivement amener le « vieux continent » à se déchirer dans un conflit total et devenant rapidement mondial. Les crises marocaines font partie de cet ensemble. Mais l'incident d'Agadir en 1911 est certainement le plus marquant et celui dont les conséquences vont être les plus importantes.

Une crise de ce type peut être analysée par la méthode de Brecher tellement elle semble proche des différentes crises étudiées dans cet ouvrage. En conclure que, finalement, toutes les crises se ressemblent et requièrent le même système de pensée relève d'une vision cependant quelque peu simpliste. Il convient en effet de noter que certains critères ne sont pas pris en compte dans cette méthodologie, comme l'opinion publique et le rôle des médias entre autres exemples.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1911, l'Empire allemand, par la voix de ses ambassadeurs, annoncent aux capitales européennes qu'il a envoyé un bâtiment de guerre au large d'Agadir au Maroc pour protéger les intérêts de ses ressortissants. Dénoncée par l'ensemble des grandes nations comme violant l'acte d'Algésiras signé en 1905, l'Allemagne rétorque que « l'acte d'Algésiras n'a plus de valeur ».

Alors prend naissance la dernière crise marocaine où Français et Allemands vont s'affronter à nouveau, mais cette fois-ci sur la voie diplomatique.

Cette étude permet d'étudier la crise au travers d'items fondamentaux, révélant l'usage d'une crise en tant qu'évaluation d'une situation globale, de la position de chaque acteur : une manière pour chacun d'affirmer ses positions diplomatiques dans un contexte régional. Mais plus encore, elle entreprend l'analyse de l'acte de l'Allemagne du début du XX<sup>ème</sup> siècle qui amène à plusieurs conclusions.

La thèse d'un coup de bluff ne peut être rejetée immédiatement. Cependant, il apparaît globalement que l'Empire de Guillaume II est à cette époque en quête d'alliances et de territoires indispensables pour en faire la plus grande puissance de la planète. Les idées

pangermanistes ne datent pas d'hier, et la France, ennemi défait à Sedan en 1870, semble prendre une place inespérée qui commence à gêner fortement Berlin.

La cible est toute trouvée, le lieu choisi avec le Maroc où rien n'a véritablement été réglé depuis la venue inattendue du Kaiser à Tanger en 1905. Quant à la période, son choix est la conséquence d'une suite d'événements de part et d'autre.

Après avoir défini les différents principaux acteurs et alliances ou ententes au moment de la crise, l'étude s'attache à décrire et commenter les négociations qui vont amener les protagonistes à signer un accord le 4 novembre 1911.

Dans un univers médiatique qui s'impose de plus en plus et sous couvert d'une opinion publique qui commence à prendre une place non négligeable dans la résolution de ce type de crise, l'objet de la seconde partie consiste à montrer cette volonté allemande d'accéder au rang de grande puissance tout en cherchant à écarter ses concurrents les plus sérieux dont la France, et ce même au prix d'une guerre.

★

★

★

## **I. LE CHOIX DE LA NEGOCIATION**

### **I.1 LES ACTEURS ET LES ALLIANCES**

En utilisant comme base de travail la méthode de Brecher pour penser la crise d'Agadir, il convient de commencer par étudier le critère des acteurs en présence, en prenant soin de relever dès à présent la notion de polarisation qui caractérise cet incident entre la France et l'Allemagne, sans pour autant oublier les cas spécifiques des Britanniques et des Russes.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1911, lorsque la canonnière « Panther » se présente devant le port d'Agadir et que l'ambassadeur d'Allemagne à Paris pénètre au Quai d'Orsay pour annoncer la nouvelle, une crise se noue entre deux grandes nations européennes qui semblent être devenues des ennemies jurées depuis 1870. Il s'agit dans ce chapitre de déterminer succinctement les conditions dans lesquelles intervient cette crise pour les deux protagonistes et les principaux acteurs européens. Mais, dans cet environnement, il apparaît rapidement un véritable problème à étudier dans les grandes lignes : si un conflit devait se déclencher à terme, quelles seraient les différentes alliances qui pourraient s'opérer en Europe principalement ?

### 1.1.1 LA FRANCE

Au début de la crise, le pays semble s'être remis de la défaite de Sedan et a traversé la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et l'industrialisation avec une certaine réussite. Il fait partie des grandes nations mondiales qui possèdent un empire colonial conséquent, en grande partie, fait surprenant dans ce contexte, grâce à un Allemand des plus célèbres en la personne de Bismarck qui avait dès 1871 permis voire poussé la France à se doter de colonies. Son économie est prospère et la bourse de Paris représente l'une des places dominantes du marché mondial.

Cependant la classe politique française est loin de participer à cette énumération des plus satisfaisantes. En effet, la III<sup>ème</sup> République a été marquée par un certain nombre de bouleversements qui nuit à l'équilibre ambiant. Le 1<sup>er</sup> juillet 1911, le gouvernement en place n'est au pouvoir que depuis trois mois et il sera remercié dès la fin de la crise.

La France n'en demeure pas moins une nation démocratique dotée d'un sens aigu de la diplomatie et de la négociation hérité de l'Ancien régime et de ses monarques dont Louis XIV, qui recevait régulièrement dans son palais à Versailles les ambassadeurs des divers pays représentés à Paris.

### 1.1.2 L'EMPIRE ALLEMAND

Il est ressorti grandi de la victoire sur la France en 1870 et essentiellement grâce à un homme, Bismarck qui va pendant plus de vingt ans gérer avec une main de fer l'Allemagne qu'il vient d'unifier, construire un empire solide aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique, mais en laissant l'aspect colonisateur aux autres grandes nations européennes. C'était un choix du célèbre Chancelier allemand dont l'action et les idées marquent encore les décisions et de nombreuses orientations politiques allemandes en 1911.

Il ne faut cependant pas négliger l'action de l'Empereur allemand, Guillaume II, l'enfant blessé voire rejeté par sa famille, dont la branche principale n'est autre que la famille royale britannique, qui, en ce début de siècle, semble vouloir montrer au monde entier ce dont il est réellement capable : depuis le jour de sa naissance, il n'a été épargné ni par la nature, ni par les hommes.

### 1.1.3 LA GRANDE BRETAGNE

En 1904, la France et la Grande Bretagne signent un pacte d'alliance qui permet de concilier les intérêts d'une monarchie constitutionnelle, qui est l'une des plus grandes nations mondiales possédant un domaine colonial considérable, et d'une démocratie garante des droits de l'homme.

Tout au long de la crise, la Grande Bretagne a montré quelle devait être sa place dans une telle situation. Le 3 juillet, par la voix de son Premier ministre, monsieur Alquisth, elle dénonce clairement l'acte des Allemands à Agadir sans pour autant réagir par la riposte. Le Royaume britannique à l'instar de la République française prône avant tout la négociation dans ce type de crise.

Le 21 juillet, au nom de l'Empire britannique, monsieur Lloyd George (1), Chancelier de l'échiquier, fait une déclaration détonante qui va marquer un point décisif dans les futures relations diplomatiques qui vont suivre. Il convient dès à présent de déterminer les grandes lignes de cette harangue de ce personnage aux idées libérales et, d'une manière générale, considéré comme un grand pacifique. Il indique qu'il n'acceptera jamais « que

(1) monsieur Lloyd George (1863-1945), homme politique britannique, il fut Chancelier de l'Echiquier (1908-1915) et restreignit les pouvoirs des Lords. Premier ministre (1916-1922), il joua un rôle primordial dans les négociations du Traité de Versailles.

L'honneur de la Grande Bretagne soit sali », mais bien au contraire, « qu'elle fera tout pour maintenir sa place et son prestige au milieu des grandes puissances » en confirmant « qu'elle respectera ses engagements (envers la France !).

L'acte d'Agadir, le refus des Allemands de voir participer les Britanniques aux négociations et les prétentions inacceptables de Kiderlen-Waechter, secrétaire d'état allemand, ont imposé cette vive réaction qualifiant le sentiment qui règne à Londres sur le problème marocain.

Cependant, le gouvernement anglais gardera jusqu'en novembre 1911 une position en retrait sans s'engager clairement. Il restera évasif aux diverses questions de monsieur Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, même si le 27 juillet, Alquisth à la Chambre des communes confirme le discours du 21 en ces termes : « ...Nous ne revendiquons ni prédominance, ni prééminence, mais nous réclamons la position d'une partie intéressée aux événements. ».

#### 1.1.4 LA RUSSIE

Dès fin juillet 1911, l'ambassadeur russe à Paris, monsieur Iswolski, exprime l'étonnement de son pays devant la réaction française face aux demandes « politiques de pourboire » de l'Allemagne.

Mais la Russie rappelle clairement qu'elle n'entend en rien renier le traité d'alliance avec la République française, sans pour autant hésiter à lui donner des conseils de prudence dans ses diverses décisions dès qu'elle le jugera opportun. Le Tsar Nicolas II déclare officiellement à monsieur Louis, ambassadeur de France à Saint Pétersbourg, « qu'il ferait honneur à sa signature, mais que la Russie n'était pas prête à combattre ».

Le général Dubail, qui suivait les grandes manœuvres russes peu de temps auparavant, confirme à monsieur Messimy, ministre de la guerre français, que « le grand Empire avait besoin d'au moins deux ans au plus quatre pour se constituer une armée solide et organisée ».

Il faut enfin souligner que la Russie pourrait s'engager aux côtés de son allié pour le Maroc, mais en aucun cas au sujet du Congo.

## I.2 LA DIPLOMATIE

Il s'agit dans cette partie de définir le déroulement de cette crise qui va aboutir à un redécoupage de l'Afrique équatoriale et centrale en illustrant par un certain nombre de fonds de cartes les différentes phases des négociations.

La crise dans ce domaine peut être décomposée en trois phases bien distinctes. La première des « négociations inutiles » occupe près de sept semaines du 1<sup>er</sup> juillet à la mi-août 1911. La seconde « l'entracte » amène les protagonistes à se retrouver, après une forme de trêve, fin août. Puis de début septembre au 4 novembre 1911, date de la signature du traité mettant fin à la crise d'Agadir, se présente la phase de la « négociation efficace ».

Les positions de chacune des nations dans le domaine diplomatique ont été vues au chapitre précédent, et doivent rester à l'esprit pour pouvoir saisir certains points de vue, décisions et réactions des différents acteurs de cette crise.

### 1.2.1 LA NEGOCIATION INUTILE

Les négociations vont donc représenter l'essentiel de la crise. En effet, dès le début, le gouvernement français, nouvellement nommé, par la voix de son président du conseil, monsieur Caillaux (1), impose fermement les négociations en demandant aux Allemands qu'elles sont leurs prétentions pour se permettre un tel acte. Une question fondamentale vient à l'esprit de la classe politique, seule à s'émouvoir quelque peu à ce moment, et de la diplomatie européenne voire mondiale : « que veut véritablement l'Allemagne ? Le sait-elle réellement ? ». Le problème est entier avant l'« offensive » de Caillaux. Mais une chose semble figée dès le commencement de cette affaire : « rien à céder au Maroc » !

Il est d'ores et déjà possible d'affirmer que la résolution de la crise n'apportera que peu ou pas d'arguments valables au gouvernement allemand dans ce domaine.

(1) monsieur Caillaux (1863-1944), homme politique français, président du conseil (1911-1912). Accusé par Clemenceau d'intelligences avec l'ennemi en 1920, il est amnistié en 1925. Il fut un expert en finances.

Pour le président du conseil français, le point le plus important, c'est d'éviter avant tout la guerre. Il le déclare plus tard dans ses mémoires : « nous évitâmes le piège », comme si il pense alors que la réelle volonté allemande est de provoquer la France et de déclencher un conflit avec des idées pangermanistes en arrière pensée. Il prend lui-même la décision, le Président de la République française, monsieur Fallières, étant en visite officielle en Hollande du 03 au 07 juillet 1911, voyage qu'il effectue en compagnie de son ministre des affaires étrangères, monsieur de Selves. Une situation spéciale choisie par les Allemands pour déclencher cet incident : en effet, le nouveau gouvernement n'est au pouvoir que depuis quelques mois et sa maîtrise des affaires est loin d'être optimale. De là à penser que l'Empire germanique souhaite en tirer profit, il n'y a qu'un pas à franchir. Il s'agit d'avoir un maximum d'atouts en sa faveur ; c'est bien naturel !

Il faut négocier, la guerre n'est qu'un ultime recours, mais pas à n'importe quel prix !

Seul l'entourage de monsieur de Selves au Quai d'Orsay semble réticent à cette attitude. La divergence entre les deux « clans » provoque rapidement un incident franco-français non divulgué à l'époque. Le ministère des affaires étrangères est prêt, dès le 03 juillet, à envoyer un bâtiment de guerre français à Agadir ou à Mogador en réponse à l'acte terrible des autorités allemandes. Les conseillers les plus virulents du ministre vont même jusqu'à envoyer un message à la Grande Bretagne pour lui demander sa position exacte sur ce point et son désir éventuel d'envoyer à moyen terme un de ses bâtiments sur le théâtre de la crise.

Le président du conseil, évincé dans cette affaire reprend la main suite aux interrogations de l'ambassadeur de France à Berlin, monsieur Jules Cambon (1), ne comprenant plus les directives contradictoires qu'il reçoit. L'incident est clos, la négociation reprend âprement selon le concept de Caillaux.

(1) monsieur Jules Cambon (1845-1935), gouverneur général d'Algérie (1891), ambassadeur à Berlin (1907-1914). Il présida la conférence des ambassadeurs chargée de surveiller l'application du Traité de Versailles.

Les premiers jours, les Allemands vont laisser planer le doute sur les raisons d'un tel geste. On envisage rapidement le désir d'obtenir des territoires au Maroc vers la côte Atlantique, reprenant ainsi les idées de l'Union pangermaniste à Lubeck le 3 juin 1904. La presse de son côté semble s'arranger d'un tel argument pour traduire un tel geste.

Les discussions se tiennent essentiellement entre Paris et Berlin par l'intermédiaire respectif de monsieur Jules Cambon et monsieur Kiderlen Waechter. Aux requêtes « inacceptables » voire « exorbitantes » de l'Empire, les Français répondent par un refus mitigé, puis attendent de nouvelles propositions plus appropriées, sans rompre une seule fois les discussions engagées.

Mais au bilan, les sept premières semaines de négociations sont stériles. Seuls points fondamentaux, l'intervention britannique et le dessein affiché des Allemands d'une compensation.

Sur le premier point, la conséquence est immédiate et montre, si l'Empereur en doutait encore, que la Grande Bretagne respectera le pacte d'alliance signé en 1904 avec la France, selon les termes du Premier ministre britannique tenus le 03 juillet 1911.

A ce stade, on peut penser que la mise en place de la canonnière au large d'Agadir représentait certainement pour le gouvernement allemand une manière d'évaluer les positions de chacun sur l'échiquier européen principalement. La crise paraît, dans ce cas, initiée en guise de test, d'évaluation pour effectuer des points de situation au cas où cette dernière viendrait à se détériorer rapidement. On peut, en effet, se demander si une crise ne peut pas devenir un outil politique afin de jauger ses adversaires potentiels.

Le 21 juillet, monsieur Lloyd George, « Chancelier de l'échiquier », prononce le désormais fameux discours tonitruant qui cause une immense surprise en Allemagne. A ce moment précis, les autorités allemandes comprennent que les réalités diplomatiques sont loin d'être celles qu'ils avaient pu imaginer jusqu'à cette date. La position de la Grande Bretagne

est préoccupante et interdit tout conflit. L'empire allemand connaît bien ses capacités et ne peut en aucun cas déclencher des hostilités contre la France alliée au royaume britannique.

Cependant, la position des Britanniques est suffisamment vague, et elle le restera jusqu'à la fin de la crise, car même si les termes employés par Lloyd George sont sans équivoque, ils indiquent, en résumé, que son pays respectera ses alliances et compte rester une des grandes puissances de ce monde. Il n'y a pas de dénonciation claire de la politique germanique au Maroc !

Au bilan, l'alliance est renforcée et c'est là le plus important !

Sur le second point, il apparaît dès les premiers jours de la crise que les Allemands sont prêts à laisser le Maroc aux Français mais avec certaines compensations. Monsieur de Schoen, ambassadeur d'Allemagne à Paris, retourne au Quai d'Orsay le 7 juillet pour annoncer au ministre des affaires étrangères français, que l'Empire allemand désire, en compensation d'une éventuelle perte de toute possession au Maroc, une partie du Congo entre l'océan Atlantique et la Sangha (cf. carte n°2). Le choix d'une partie du Congo reste cohérente si l'on considère que des entreprises allemandes sont déjà en place dans la région de la Sangha. Elles ont même réussi à s'implanter sur les concessions congolaises de colons français grâce à certaines négociations antérieures qui ont souvent servi les intérêts de quelques sociétés françaises à l'encontre de ceux de la France, et un certain manque de rigueur dans cette zone de la part des gouvernements français précédents. Le résultat est dans tous les cas bien dommageable car les Allemands utilisent cet argument pour l'obtention d'une partie de la région, au prix d'une perte de territoires qu'ils n'ont jamais possédés : la situation est pour le moins insolite !

La proposition de monsieur de Schoen n'est pas vraiment une surprise puisqu'en 1905, monsieur Kuhlman, alors conseiller de la légation d'Allemagne à Tanger, avait dit à son collègue français que l'Allemagne se désintéresserait du Maroc si elle obtenait des satisfactions au Congo. Mais il est à priori impossible d'envisager la cession d'une partie de nos colonies sans avoir au préalable négocié.

Depuis l'arrivée du « Panther », canonnière allemande bâtiment de guerre ne représentant qu'une menace minime voire nulle contre les intérêts français, devant le port d'Agadir le 1<sup>er</sup> juillet 1911, la position du nouveau gouvernement français, et plus particulièrement son président du conseil, est claire : « nous attendons les explications allemandes ». Il est « prêt à faire, pour maintenir la paix, toutes les concessions compatibles avec la grandeur et l'honneur de la France...Rien au-delà » ! La position est sans ambiguïté, peut-être trop rigide.

Mais pour quelles raisons ce refus français ? Pour quel « bout de terre » rentrer en négociations ? Très rapidement, Caillaux comprend la réalité de la situation de la zone au centre des pourparlers, et ce en particulier grâce à monsieur Frezouls, inspecteur général des colonies. En résumé, la France s'est peu occupée du Gabon, colonie lointaine et relativement peu importante mais cependant très fertile. Plus généralement, il manque à l'Afrique équatoriale française (A.E.F.) des hommes et des capitaux pour pouvoir en faire de véritables colonies françaises.

Toutefois, le plus pertinent reste les diverses positions des hommes d'affaires connaissant bien le problème africain en A.E.F. et qui affirment qu'« à l'exception du Gabon et du Moyen Congo, il n'y a finalement que des terres insalubres ».

Concrètement, la France n'occupe que nominalement ces territoires : ils lui appartiennent sur le plan diplomatique ! Elle ne s'y est jamais véritablement investie autant sur le plan économique, politique que sur le plan de la sécurité de la région et en particulier des divers concessionnaires français.

Mais le Secrétaire d'état allemand, au cours d'une entrevue avec monsieur J. Cambon, n'hésitent pas à proposer à la France, le 15 juillet, en plus du Maroc, un « surplus » avec le Togo et le nord du Cameroun (cf. carte n°2). Dans un premier temps, l'analyse de cette carte nous montre un redécoupage plus que discontinu avec une bande représentant l'accès à la mer qui laisse envisager une situation géopolitique peu enviable pour l'avenir.

Globalement ce ne sont pas ces données qui causent le refus des autorités françaises, mais les compensations demandées par les Allemands qualifiées le plus souvent d'« exorbitantes ». La France a bien essayé le 9 juillet de proposer aux Allemands les îles de la Polynésie ; mais ceux-ci se sont empressés de rejeter cette offre avec un « certain dédain ».

Ce qui pose problème durant cette phase, plus que la volonté allemande de s'octroyer des territoires en A.E.F., c'est l'obsession du gouvernement français à traiter presque essentiellement ce point en oubliant de régler d'abord et principalement ce pour quoi l'on se déchire depuis le début du siècle : le Maroc. Les autorités françaises laissent finalement de nombreuses possibilités aux Allemands qui n'hésitent pas à en profiter au cours de cette négociation inutile. Les pourparlers reviennent régulièrement sur les accords de 1909 (révision de l'acte d'Algésiras) qui donnent à la France un statut politique au Maroc, et à l'Empire allemand des avantages économiques.

### I.2.2 L'ENTRACTE

L'entracte se déroule du 18 août au 4 septembre 1911. Il permet à chaque camp de recentrer ses idées et affiner ses décisions définitives pour les pourparlers de septembre et octobre qui vont s'avérer décisifs.

La fin du mois d'août est, du côté français, constitué d'un certain nombre de réunions des membres du gouvernement directement concernés par l'« affaire ». Au bilan, on constate que, si la position des Allemands apparaît clairement quant aux compensations, il reste que le problème du Maroc n'est en aucun cas résolu. Pire, il a été délaissé ou négligé dès le début de la crise.

Le véritable problème, ou du moins l'argument allemand, aurait soudain changé de cap !!!

On recentre donc à Paris les sujets des négociations en prenant soin de résoudre dans un premier temps, et « une bonne fois pour toute », le problème marocain, avant de poursuivre sur le Congo. Le gouvernement français se rend compte finalement de l'opportunité qui lui ait donné d'assurer un protectorat complet au Maroc et répondre à une cohérence géopolitique.

Les négligences des sept premières semaines doivent être oubliées, les clauses des accords de 1909 totalement revues, dont celle sur l'obligation de collaborer économiquement avec l'Allemagne au Maroc.

Quant au Congo, suite aux sept projets proposés aux autorités germaniques, il apparaît dès le 2 août que la France, par l'intermédiaire de monsieur de Selves, est prête à céder à l'Allemagne à peu près ce que cette dernière avait pu espérer dans son scénario le moins favorable.

De son côté, les Allemands semblent attendre les nouvelles propositions de Paris, bien que le gouvernement semble devoir affronter les mouvements d'impatience de l'opinion et des groupes pangermanistes. Mais Berlin se prépare à une grave crise financière plus qu'inattendue qui va précipiter certaines décisions capitales.

C'est dans ce contexte particulier que peut débiter la négociation inutile.

### 1.2.3 LA NEGOCIATION UTILE

Cette période débute donc par une soudaine crise (dans la crise) financière en Allemagne. Les facilités des instituts financiers aux divers industriels et autres commerçants en sont en grande partie à l'origine.

Dans un tel contexte de crise internationale, la situation économique globale se resserre et tout système fragile s'effondre rapidement faute de structures fiables et solides. En résumé, « l'Allemagne n'était pas préparée financièrement ». La France a, de son côté, anticipé les effets de la crise d'Agadir du mieux qu'elle a pu.

A Berlin, la bourse s'écroule en quelques jours, dès le 4 septembre. De nombreuses valeurs industrielles sont « barrées » afin de ne pas leur faire subir des baisses fatales.

Il est indéniable, avec le recul, qu'une telle situation a plus que pesé sur les décisions suivantes du gouvernement allemand. Un Etat ne peut en aucun cas s'imposer sur la scène

régionale voire internationale si il n'est pas en situation de force et de stabilité sur le plan intérieur. Et ceci est encore plus vrai, si ce dernier veut s'engager dans une guerre !!!

Il a donc les mains liées et ne peut sauver que ce qui peut encore l'être : le Congo. Pour le reste, un ou deux sursauts d'orgueil sur le problème du Maroc agrémentent la suite des négociations. Le 7 septembre, un contre-projet de monsieur Kiderlen Waechter tente de mutiler le protectorat envisagé par la France, en laissant une grande « liberté d'entente avec les grandes puissances ». Il est vite rejeté par Paris.

La crise financière se règle lentement mais sûrement, l'ensemble des places boursières européennes intervenant au mieux pour arranger la situation germanique.

La suite des événements permet d'atteindre le 10 octobre avec une valse entre des sentiments optimistes et le pessimisme ambiant qui prévaut depuis la fin de la négociation inutile. C'est la date que choisit la France pour essayer d'éviter à tout prix la « coupure ». Mais Kiderlen Waechter ne faiblit pas sur ce point, et le gouvernement est bien obligé de se rendre à l'évidence.

Le 14 octobre 1911, on arrive enfin à se mettre d'accord sur le Maroc, la France obtenant son protectorat sur la totalité du pays, de l'occuper militairement et de le représenter auprès des puissances étrangères. L'Allemagne n'y conserve que l'égalité économique au même titre que les autres pays. Il reste donc, à partir de cet instant, le règlement des compensations à l'Empire allemand au Congo.

A cette époque, et ce depuis près d'un mois (cf. chapitre 2.1.1 sur l'opinion publique), ce qui avait été consenti fin août et courant septembre n'est plus du goût de partie influente de l'opinion française qui refuse de voir céder la fameuse « coupure » qui rejoint l'océan (cf. annexe). Mais le cours de l'histoire semble bien orienté vers un règlement imminent de la situation qui a trop tardé et les diplomates et autres politiques vont de part et d'autre tout faire pour aboutir.

Cependant, le 18 octobre (cf. annexe), l'Allemagne contre-attaque une dernière fois le projet qui avait été proposé par la France aux alentours du 22 août. Elle désire s'étendre à l'ouest de la Logone occidentale sous la forme d'une langue de terres sans raison apparente.

La cession du Bec de canard est toujours à l'ordre du jour et y restera jusqu'à la fin des pourparlers.

Le 28, l'accord est pratiquement scellé sur ce principe à l'exception près que la France désire conserver la ville d'Ouessou, passage stratégique entre la Sangha et le N'Goko.

Ce nouveau découpage frontalier en Afrique n'est pas des plus optimisés, bien au contraire. Les réactions ne se font pas attendre de chaque côté, chacun se demandant si cela valait bien la peine d'une crise qui avait manqué à plusieurs reprises d'embraser l'Europe. Les diverses négociations concernant le Congo se sont faites sur des cartes très souvent approximatives compte tenu de l'époque à une échelle de l'ordre de 1 : 3000000, ce qui montre une nouvelle fois la qualité des discussions. Les terres obtenues par l'Empire allemand n'ont finalement que peu de valeur par rapport à ce qui aurait pu être envisagé au plus fort de la crise. Quant à la France, elle laisse une « coupure », qui laisse un goût amer d'inachevé à ceux qui imaginaient que rien ne devait être cédé dans cette région.

Mais l'Europe ne s'est pas enflammée et chaque acteur étatique semble se satisfaire de la nouvelle donne comme si cela avait suffisamment duré.

L'accord est définitivement signé le 4 novembre 1911 et le navire de guerre allemand quitte définitivement le port d'Agadir le 27 : la crise d'Agadir est terminée, chacun peut maintenant commencer l'état des lieux.

★

★

★

## II. DANS UN NOUVEL ENVIRONNEMENT, LA GRANDEUR DE L'ALLEMAGNE AU PRIX D'UNE GUERRE ?

### II.1 LA PRISE EN COMPTE DE L'OPINION PUBLIQUE ET DES MEDIAS

#### II.1.1 L'OPINION PUBLIQUE

La prise en compte de l'opinion publique en tant que critère fondamental pour penser une crise s'avère indispensable dans ce type de cas. La méthode de Brecher semble laisser de côté cet outil en privilégiant l'Etat, dans toute son acception, en tant qu'acteur principal.

Au tout début de la crise d'Agadir, il y eut de part et d'autre une forme de désintéressement bien compréhensible si l'on tient compte de la période estivale qui débutait et des températures caniculaires qui régnaient sur l'ensemble de l'Europe. Puis peu à peu, vu l'inefficacité des divers corps diplomatiques et du pessimisme croissant, on se résignait à une guerre qui semblait inévitable. Elle pouvait représenter la solution au problème récurrent du Maroc. De plus, il ne faut pas oublier qu'en France le goût amer de la défaite de 1870 et la perte de l'Alsace et la Lorraine hantaient encore tous les esprits gaulois : « n'en parlons jamais, pensons-y toujours ! ».

Mais c'est à partir de la fin septembre 1911, époque à laquelle les pourparlers semblaient se diriger vers un accord, que les opinions françaises et allemandes se sont montrées étonnamment réactives. D'un côté, les premiers voyaient une partie de leur terre cédée à l'Empire allemand, alors que de l'autre, on trouvait l'occasion d'agrandir son domaine.

Il convient donc dans cette partie de définir les réactions de chacun et leurs retombées sur les décisions de leurs pouvoirs publics respectifs.

- L'opinion française :

L'opinion en France, à partir de la fin septembre, commence à s'émouvoir des diverses cessions que l'on s'apprêtait à négocier avec les Allemands. Deux catégories doivent être distinguées sur ce point : dans un premier temps, les coloniaux, les spécialistes protestent contre cette coupure de l'A.E.F. dont la valeur se trouvait alors diminuée.

Finalement, la France acquiert bien son entière liberté politique au Maroc mais en échange, « elle se prépare à faire un marché inégal ».

La lettre de madame Cambrun-Brazza, veuve du célèbre colon qui a créé l'Afrique équatoriale française, est un exemple éloquent de cette situation. Elle y demande au Président de la République française, monsieur Fallières, de ne pas céder ces territoires alors que « la France est la nation qui a poursuivi le plus haut idéal dans sa mission coloniale ». Elle poursuit : « comment la France pourra expliquer à tous ces miliciens du Sénégal, qu'elle a vus rendre les honneurs au pavillon français, que ce drapeau a changé de couleurs ? ».

D'autre part, il y a l'opinion générale dont les plus ignorants ont fini par apprendre durant ces longues semaines estivales que leur pays possédait une terre au loin. Or, dans les départements français, cette cession, considérée comme trop importante, ne pouvait être acceptée. Le peuple était à cette époque composé en grande majorité d'agriculteurs et la terre représentait à leurs yeux une valeur inestimable : « céder de la terre est intolérable ! ».

Un exemple dans l'Allier montre un député essayant d'expliquer les négociations à des paysans de la région qui s'empressent de lui répondre : « nous ne voulons rien donner à l'Allemagne ! ». Un congrès du parti radical et radical socialiste se réunit à Nîmes début octobre 1911, composé principalement de masses rurales. Son rapport de clôture est édifiant en particulier en qualifiant d'« intolérable l'idée de céder de la terre, de mutiler le domaine colonial de la France ».

Il est évident que ces différentes réactions de l'opinion en général ont joué un rôle non négligeable dans la prise de décision de messieurs de Selves et Lebrun, ministre des

colonies. Selon eux, il fallait tenir compte de ces avis et ainsi « ménager les intérêts essentiels de la France en A.E.F. ». Le refus de la « coupure » s'imposait alors une nouvelle fois.

- L'opinion allemande :

Peu à peu, la presse aidant, l'opinion publique allemande considérait que « l'Empire allemand avait le droit de demander une compensation digne d'elle ». Les milieux coloniaux, au travers de la Société coloniale allemande, allaient même jusqu'à revenir « sur un ton menaçant » à l'idée d'un avantage territorial au Maroc.

Mais sur ce point, il était impossible pour le gouvernement en place de revenir en arrière compte tenu de l'évolution de la situation générale et du déroulement des pourparlers.

L'opinion est pourtant prise à partie le 12 octobre 1911 lorsque la Gazette de Cologne publie un article nationaliste. On y déclare que « toute la nation allemande réclame une compensation qui offre un réel avantage à l'Allemagne et non pas un dédommagement purement apparent et dénué de valeur ». L'argument est fort et ne peut que marquer les esprits, en particulier ceux d'un gouvernement proche de futures élections dont on ne peut négliger l'importance, le Reichstag devant être renouvelé en janvier 1912. Avec le recul, on s'aperçoit aisément du côté irrationnel de cet appel, mais à l'époque, les négociations touchant à leur terme, il est compréhensible d'avoir une telle réaction au vu des résultats obtenus.

De plus, on ne peut pas négliger l'impact des mouvements pangermanistes qui se sont montrés virulents durant l'ensemble des négociations et plus spécialement en octobre 1911. Dès la mi-août, leur volonté s'affichait clairement. Alors que la diplomatie piétine, une brochure est publiée sous le titre « West Marokko Deutsch » (l'ouest du Maroc à l'Allemagne) à environ 80 000 exemplaires. Il y est déclaré que « toutes compensations en dehors du Maroc étaient inacceptables », que l'Allemagne devait avoir sa part de l'Empire chérifien, soit au minimum, le versant atlantique du cap Juby à Casablanca. Il faut savoir qu'à cette époque un certain nombre de personnes dans le gouvernement n'hésitent pas à prôner des idées proches de celles de ce type de mouvements.

Le rôle des opinions publiques sous quelque forme qu'elles puissent s'exprimer revêt un caractère non négligeable dans la manière de penser une telle crise. D'un côté comme de l'autre, on peut constater qu'à partir du moment où les personnes ou groupes de personnes sentent leurs propres intérêts mis en péril, alors ils interviennent à leur niveau avec les moyens susceptibles d'apporter une large diffusion et ainsi une plus grande efficacité.

Ce critère doit donc être impérativement pris en compte, tout en sachant qu'il ne peut représenter qu'un maillon dans l'étude globale d'une crise. Certains pensent comme Brecher qu'il ne possède qu'une place secondaire dans ce type de démarche, l'opinion publique faisant partie d'un ensemble structuré et cohérent appelé une nation. Il convient cependant de le considérer à sa juste valeur en fonction de la situation et de son degré d'intervention. C'est encore plus adapté à notre époque où le support des médias à apporter des moyens de communication pour tous, permettant à chacun de se faire une opinion sur de nombreux sujets d'actualité et ainsi donnant la possibilité d'intervenir dès qu'il le souhaitera.

Toutefois, il convient de nuancer cette notion en sachant qu'à cette époque l'impact des médias était déjà important, à l'exception des individus les mieux avertis.

### II.1.2 LES MEDIAS

Ce chapitre consiste à montrer l'impact relatif que peuvent jouer les médias dans une crise de ce type se caractérisant par un affrontement bilatéral. Il est à noter que ce critère n'est cependant pas pris en compte dans le modèle de Brecher. Il convient donc de voir si il n'y a pas là un point fondamental qui ne doit en aucun cas être négligé dans une méthode générale de penser une crise.

Compte tenu des recherches effectuées et des documents existants, les résultats se présentent sous cette forme en partant du principe de base suivant : la documentation de référence est constituée d'exemplaires de quotidiens français de l'époque dont « Le Matin », qui n'hésite cependant pas à citer dans ses colonnes des articles ou compte rendu d'articles des différents pays, acteurs principaux de cette crise.

Il ne s'agit pas dans cette partie de retracer jour après jour l'évolution de la crise et des diverses négociations au travers des presses nationales. Il faut avant tout tirer les traits fondamentaux et l'environnement, l'ambiance créés ou pouvant être créés par les différents articles.

Tout d'abord, il ne faut pas négliger l'époque durant laquelle se déroule cette crise. La presse quotidienne est particulièrement acerbe et ne manque aucune occasion pour faire preuve d'un fort chauvinisme. Le franc parler est courant, l'emploi de qualificatifs excessifs est coutumier ; autant de caractéristiques qui vont marquer au cours de la crise les diverses étapes critiques.

Dès le 06 juillet, suite à l'intervention de Premier ministre britannique monsieur Asquith, le *Matin* fait remarquer : « comme avant la Conférence d'Algésiras en 1909, la crise amenée par cette action allemande a montré au monde entier combien l'Allemagne avait peu d'amis ». Les mots ne souffrent aucune ambiguïté !

Le 21 juillet, les prétentions allemandes apparaissent démesurées par rapport au contexte global et aux conditions définies à Algésiras. Le *Matin* n'hésite pas à titrer : « EXHORBITANT: les prétentions allemandes n'ont plus de limites ». Son correspondant à Berlin écrit que « les idées pangermanistes ne doivent pas seulement être attribuées à de simples groupuscules, mais directement à monsieur de Kiderlen Waechter, Secrétaire d'état allemand. Pour preuve, il cite un « article sensationnel » du *Berliner Tageblatt*, quotidien allemand radical avancé voire socialiste.

Ce type d'informations est de nature à exacerber les foules ou, du moins, ne peut laisser indifférent le lecteur. La presse s'engage de part et d'autre du Rhin sans concession sur tout type de sujets et fournit à ses clients matière à polémique.

D'un autre côté, le même jour, le quotidien français se réjouit du discours du chancelier de l'échiquier, monsieur Lloyd George, (qu'il qualifie « d'événement sensationnel ») et fait partager à ses lecteurs l'euphorie générale qui semble régner au sein de l'entente signée en 1904 avec « l'impression profonde laissée par ces paroles ». Il en est de

même après la réponse du premier britannique à monsieur Balfour, membre de l'opposition à la Chambre des communes, quelques jours plus tard.

Il convient de noter que ce type d'opportunité est déterminant pour tout journaliste. L'information devient alors un prétexte pour imposer des idées nationalistes ou du moins particulièrement orientées, qui ne laissent subsister aucun doute quant à leur objectif.

Le 22 juillet, les prétentions allemandes sont à nouveau à la une sous le titre : « Ne discutons pas l'invraisemblable », un article de monsieur Pierre Baudin, député de l'Ain, un représentant du peuple qui conclut en ces termes : « il est une convenance morale... qui interdit à l'un de demander un bœuf quand il offre un œuf ».

Les médias deviennent alors une tribune idéale pour les interventions d'hommes politiques, de sociologues dans ce genre de crise. Ce phénomène qui peut provoquer des réactions variées s'est amplifié aujourd'hui connaissant l'impact de la presse et radiotélévisée.

Sur un autre plan, il est à noter que toute phase « creuse » de la crise rétrograde l'événement en page intérieure au milieu des faits divers. Pour la presse, le côté « sensationnel » reste primordial et explique cette situation. Cependant, le *Matin* dresse le 19 août dès le début de l'« entracte » un bilan sur l'attitude des protagonistes depuis l'arrivée du « Berlin » à Agadir. Une nouvelle fois le parti pris de la presse quotidienne reprend ses droits : « d'un côté, la France digne, loyale et honnête, de l'autre, l'Allemagne violente, dure, sans scrupule, procédant une mauvaise foi évidente ».

La presse est finalement à cette époque un baromètre dans une crise qui permet de savoir comment elle évolue. L'optimisme succède au pessimisme d'un côté comme de l'autre. Au cours de la crise financière allemande de septembre 1911, la presse allemande intervient fermement en dénonçant la France comme responsable de cette situation.

On va même parfois jusqu'à penser que la guerre est devenue inévitable fin juillet. Puis fin août, le *Germanica*, organe officiel du parti centriste, fraction la plus importante du Reichstag, renverse la situation en déclarant que « tout s'arrangera parce que tout doit s'arranger ». Cependant, le même jour, les journaux nationalistes et pangermanistes

« considèrent la situation comme très grave ». Le Taegliche Runschau va jusqu'à écrire que « la France et la Grande Bretagne se préparent à la guerre ».

La place occupée par les médias est d'autant plus importante qu'elle permet le plus souvent d'influencer l'opinion, prise dans sa globalité, en faisant passer l'information avec une orientation propre à chacun en fonction de ses aspirations et de la situation générale. Dans de telles situations de crise, il apparaît peu évident qu'un média conserve son sens de la déontologie, en particulier à cette époque et dans de telles circonstances. Il n'hésite pas à s'engager franchement et donner des avis particulièrement polémiques. La situation n'a guère évolué aujourd'hui. Il suffit pour s'en convaincre de se souvenir de la une des quotidiens d'outre-atlantique suite à la décision de la France de ne pas suivre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sur la crise en Irak : les critiques voire les insultes supplantent le discours courtois auquel nous avons toujours été associés par les Américains.

Une chose est certaine et n'a pas échappé aux médias : à tout moment, une crise peut s'enflammer et se transformer inéluctablement en guerre. Qu'en est-il réellement durant celle d'Agadir ?

## II.2 VERS UNE GUERRE INEVITABLE

Tout au long d'une crise, il apparaît des phases de durée variable où la probabilité d'un recours aux forces armées se fait plus pressant que d'ordinaire. La crise d'Agadir n'échappe en rien à cette caractéristique. Le simple fait de remplacer au cours de la crise la canonnière « Panther », au large d'Agadir, par un bâtiment de guerre plus puissant, le cuirassé « Berlin », peut faire preuve d'une certaine démonstration de puissance de la part des Allemands et engendrer une escalade qui peut fatalement aboutir à la guerre, dans un tel contexte.

Dès le 21 juillet, jour du discours de Lloyd George à Londres, les Allemands comprennent rapidement le danger encouru. Dans un « feed back » de son discours, le Chancelier de l'échiquier britannique n'hésite pas à considérer qu'à ce moment « on glissait vers la guerre sans s'en douter ». De tels discours enthousiastes et patriotiques peuvent en effet laisser présager le pire.

Mais la position de l'Allemagne sur le plan militaire se réduit substantiellement quant à l'éventualité d'engager un conflit contre la triple alliance en juillet 1911.

Cependant, de l'autre côté, une coopération franco-britannique est effective dès août 1911. En effet, les Etats-majors respectifs prévoient un plan d'intervention continentale en France du nord dont la précision logistique gagnera d'année en année jusqu'en 1914.

L'emploi opérationnel de la force d'intervention britannique (BEF dite W en France), comptant environ 100 000 hommes, est prévu seize jours après le début des hostilités. Le plan de transport associé est approuvé par le comité de défense impériale de la Grande Bretagne le 21 août 1911.

Il s'agit là d'un changement de cap stratégique pour les Anglais dû en grande partie à la crise internationale en cours. Le partage des espaces maritimes en particulier avec la France en représente un autre exemple marquant : la Royal Navy au Nord, la marine nationale française en Méditerranée.

Il convient d'apprécier dans ces conditions une nouvelle étape vers la guerre qui ne représente alors qu'un aspect préparatoire supplémentaire avant l'ultime recours au conflit armé. Sur ce plan, l'ambiance générale face aux piétinements des diplomates est plutôt morose, et il semble que l'on se soit résigné à cette échéance terrible dans les deux camps. La guerre entre les deux grands blocs européens apparaît soudain inévitable.

Mais rapidement, une troisième étape dans l'escalade belliqueuse se produit au Maroc. Dès le 15 août et durant une période beaucoup plus longue que les deux précédentes. La psychose de la guerre resurgit au travers de diverses manœuvres coutumières des armées. Chaque mouvement de l'un est épié par l'autre dans une situation aussi critique.

Ainsi le 13 août, l'ambassadeur de France à Berlin alerte le gouvernement français sur la possibilité d'un débarquement à Agadir de troupes allemandes pour le début du mois suivant. Or de Selves, l'un des membres du gouvernement présents à Paris durant cette période de vacances, établit une relation de cause à effet avec des événements récents relatés par la légation de Tanger qui se sont produits à Taroudant. Les étrangers et, en particulier, les Allemands y sont très bien accueillis par le Caïd. Mais des tribus environnantes Haouaras s'insurgent et assiègent ce village. De Selves imagine la corrélation entre les deux faits et en avertit le président du conseil, monsieur Caillaux, tout en déplorant l'absence d'un croiseur français à Agadir, comme il l'avait envisagé en juillet.

La présence de soldats du « Berlin » sur les terres marocaines pour y faire une chasse n'est pas pour rassurer le ministre des affaires étrangères français. Il voit là une forme d'occupation du territoire. Monsieur Caillaux calme immédiatement les ardeurs de son ministre. Il en est de même lorsque fin août cinq Allemands quittent Mogador pour Taroudant. La rumeur fait le reste, laissant penser à qui veut bien l'entendre l'imminence d'un conflit. Certains gestes jadis anodins deviennent soudain suspects ; deux exemples éloquentes : à Bruxelles, un achat massif par un libraire allemand de cartes de la Belgique, alors que sur le réseau ferré belge, on note une nette réduction de la circulation des wagons allemands.

Mais plus généralement, rien de sérieux ne laisse présager le déclenchement imminent d'un conflit. Il y a tout au plus de la pression de part et d'autre due à la lenteur des négociations en cours.

Sur le plan militaire, il faut noter l'annulation des manœuvres anglaises due à la sécheresse et les françaises en raison d'une épidémie de fièvre aphteuse. Mais la Navy reste sur le pied de guerre dès la seconde quinzaine d'août, sans que la Reichsmarine ne puisse le soupçonner. La mise en alerte des escadres britanniques a en effet été ordonnée par Lloyd George ; de quoi effrayer a posteriori Moltke, chef des armées de l'Empire allemand.

Certaines études montrent que les Français, quant à eux, ont jusqu'au 24 septembre une avance substantielle sur les Allemands de deux ou trois jours pour réaliser leur concentration.

Pour conclure sur ce chapitre, il convient de rappeler que les autorités militaires ne désirent en aucun cas déclencher un conflit (la poursuite des manœuvres allemandes en est un exemple), compte tenu des exigences requises et difficilement atteignables à cette époque. Quant au politique, ils considèrent dans l'ensemble qu'il n'y a aucun péril à craindre dans la résolution de cette crise. Plus globalement, l'évolution de la crise vers la guerre n'a aucune chance de voir le jour alors que l'ambiance générale de part et d'autre du Rhin laisserait supposer le contraire.

Il reste à prendre en compte la position des alliés : qu'en est-il des alliés respectifs ?

En Autriche-Hongrie, il n'y a aucune volonté belliqueuse compte tenu de la restructuration globale de leur système militaire. Pour la Russie, il s'agit avant tout de calmer les discussions entre Berlin et Paris, depuis la récente signature des accords de Postdam entre le Grand Empire et l'Allemagne. Cependant, la période d'août permet de resserrer l'alliance entre la France et la Russie. Des liaisons directes et indirectes sont créées entre les deux Etats-majors.

Seuls l'Italie et la Belgique interviennent à leur manière alors qu'ils sont en marge de cette crise. D'un côté, l'Italie déclare la guerre à la Turquie pour tenter de s'emparer de la Tripolitaine, de l'autre, les Belges préparent activement sa défense au cas où...

Dans ce type de crise, le recours à la guerre requiert la convergence de facteurs divers qui n'a pas eu lieu pour la crise d'Agadir. Elle a cependant permis de situer l'état militaire de chacun et de compter ses amis du moment.

On peut toutefois se demander ce qui se serait passé si l'une des armées avait été en mesure d'intervenir. La négociation pacifique telle qu'elle a été menée n'en a pas moins révélé l'importance de l'emploi de la pression militaire dans de tels cas.

La crise engagée par les Allemands a bien failli se métamorphoser en conflit régional à de nombreuses reprises. Mais le gouvernement allemand recherchait-il vraiment l'engagement armé, ou bien ne s'agissait-il pas finalement que d'un coup de bluff simplement pour voir ???

### II.3 LA CONQUETE DE TERRITOIRES ET ISOLEMENT DE LA FRANCE

Depuis la défaite napoléonienne de Waterloo en 1815 et l'émancipation des puissances monarchiques et impériales en Europe, la nouvelle donne a relégué la France, ce pays qui vient récemment de subir une révolution considérable, à l'état de mauvais élève de la classe dans le concert européen. D'autre part, il faut rappeler la position de l'Empire allemand, récemment unifié, qui recherche, depuis la victoire de Sedan en 1870, une coalition centrale qui doit lui permettre d'accéder au rang de plus grande puissance du Vieux continent. C'est une manière pour Bismarck, le chancelier allemand de l'époque, de cerner le nouvel ennemi et danger que représente la France, pays frontalier à qui il vient de retirer une province, l'Alsace et la Lorraine.

Le chef du gouvernement teuton ne va cependant pas entraver l'entreprise de colonisation des Français sur l'ensemble de la planète et en particulier en Afrique, avec la possession de la Tunisie, de l'Algérie et d'une partie du Maroc. Très rapidement, la France a su se redresser et acquérir une position non négligeable sur l'échiquier international, représentant une des grandes places économiques du monde. Dès le début du nouveau siècle, des alliances insolites sont signées avec de grandes puissances monarchiques, considérées par Berlin comme des alliés : la Grande Bretagne et la Russie principalement.

L'Allemagne de son côté acquiert un empire colonial dont une partie se trouve en Afrique avec les possessions du Togo, Cameroun et dans la région des lacs.

Ce ne sont pas les colonies britanniques qui vont faire l'objet de l'attention des Allemands, mais bien celles des Français, et plus spécialement le Maroc. Vont alors s'en suivre la série des « crises marocaines » initialisée par la venue du Kaiser Guillaume II à Tanger au cours d'une visite plus qu'inattendue et proche de la provocation. Il n'hésite pas à circuler dans la ville en « sauveur ». L'incident se soldera par la signature de l'acte d'Algésiras signé en 1905. Mais rapidement, les conditions édictées s'avèrent irréalisables et on assiste à l'effritement de sa réalisation. L'accord de 1909, prolongement d'Algésiras, n'a lui aussi pu être réellement mis en application conformément aux textes finaux. En résumé, les intérêts particuliers et une prépondérance politique sont reconnus à la France, alors que

l'Allemagne s'octroie un certain nombre d'avantages économiques au Maroc ; une situation qui ne résout finalement pas le problème marocain.

Mais l'intérêt de la France pour ce pays nord-africain est avant tout d'ordre géopolitique : il contribue, avec l'incorporation de l'Empire chérifien, à la continuité des possessions en Afrique Nord occidentale (Maroc – Algérie – Tunisie). Il s'agit là d'une cohérence que personne ne semble remettre en cause à l'exception de l'Allemagne, qui voit la puissance de la France prendre une ampleur plus que gênante.

Le cas de l'Espagne, dont la proximité avec le Maroc explique largement ses intérêts dans la région, ne doit pas être pour autant négliger : l'incident d'El Ksar au début de la crise d'Agadir est là pour nous le rappeler. Mais il s'agit d'un autre problème qui ne sera pas traité dans cette étude.

L'Empire allemand se retrouve donc en quête de nouveaux territoires compte tenu d'une démographie importante et de l'exiguïté de son nouveau territoire national. L'alliance avec l'empire austro-hongrois représente un premier pas vers un élargissement global de sa sphère d'influence. Le pacte signé juste avant le « coup d'Agadir » avec le Tsar Nicolas II et la Grande Russie conforte cette idée. Un Etat recherchant à s'entourer de cette manière possède inéluctablement des arrière-pensées sur la suite des événements.

Le Kaiser, nous l'avons vu précédemment, veut de son côté rendre son pays plus fort que jamais et capable de s'imposer tant sur le plan européen que la scène internationale. L'Allemagne est présente ou tente de l'être à chaque fois qu'éclate un incident, une crise voire un conflit (cf. l'intervention dans la guerre des Boxers en 1899 en Chine).

Devant autant de caractéristiques, il semble logique de penser que l'Empire germanique, au début de ce siècle où tout semble pourtant aller pour le mieux, désire ardemment se faire une place de choix. Or ceci ne peut se réaliser si l'on prend en compte tous les points litigieux qui subsistent avec son voisin tant redouté : la France ! Il s'est créé naturellement un rapport de forces qui a donné lieu à de nombreuses altercations en particulier sur le territoire africain, lieu fertile de la colonisation européenne. La France gêne par sa puissance acquise aussi rapidement que sa révolution a su balayer des siècles de monarchies. Les dynasties ont tremblé, puis se sont finalement entendus. Mais l'Allemagne a repris

l'Alsace et la Lorraine à la France en 1870. Un élément de dissension est né et n'est pas prêt d'être effacé ! Un équilibre précaire apparaît.

Mais finalement, comment expliquer un tel acte lorsque l'on observe les tractations sur les contours des compensations pour l'Empire allemand et les résultats obtenus ? Il convient d'admettre dans cette affaire que l'objectif atteint par le Secrétaire d'état allemand est loin d'enthousiasmer les foules, mais plus encore la classe politique. Certes il a limité les dégâts après les diverses déconvenues rencontrées en cours de résolution de la crise. La guerre a été évitée. Mais ne faisait-elle pas partie du plan initial en cas d'un refus catégorique des Français et de circonstances environnantes favorables ?

Le tracé, nous l'avons vu précédemment, ne représente rien de vraiment cohérent et rend une situation géopolitique des plus inconfortables au vu des nouveaux contours. Il fallait donc avoir dès la planification de cet incident diplomatique envisagé un tout autre scénario permettant d'obtenir beaucoup plus. Pas principalement au Maroc, mais bien plutôt sur un plan plus général. Il fallait à l'Allemagne s'assurer des réelles alliances qui lui auraient permis de pouvoir négocier à un tout autre niveau et envisager au pire d'engager un conflit contre la France qui se serait retrouver en minorité. La réalité est totalement opposée et défait les envies allemandes. La suite n'est que palabres...

Une crise comme Agadir naît de la volonté d'un pays de se confronter à un autre dans des circonstances favorables à la création de ce rapport de forces indispensable pour envisager au mieux la suite des événements.

L'Allemagne de Guillaume II est seule responsable de son déclenchement volontaire. Kiderlen Waechter n'ira pas aussi vite que le désire l'Empereur mal aimé, mais la situation s'avère toute autre que ce qui avait pu être envisagé.

Il s'agit d'un véritable stratagème qui a pour but une conquête de territoires devenus indispensables pour le peuple allemand. Cependant, elle passe sur un second plan par l'isolement de la France, le bouc émissaire, car longtemps considéré comme particulièrement vulnérable. Quant à ses alliés éventuels, ils sont, avant le coup, loin d'être évidents et les

autorités germaniques se font fortes de dissuader les éventuels prétendants. La suite prouvera qu'ils se sont complètement trompés, mais le coup ne valait-il pas la peine d'être tenté ?

La tactique allemande est loin d'être innocente et ses différentes attitudes durant l'ensemble de la crise ne cesseront de le prouver. Elle s'assagira petit à petit devant un point de situation des plus défavorables à ce moment précis.

Le seul bénéfice de l'affaire pour l'Empire germanique, outre les territoires obtenus au Congo, c'est indubitablement le fait de savoir dorénavant les positions réelles de chacun qui resteront globalement inchangées jusqu'au déclenchement de la Grande guerre en 1914.

★

★

★

## CONCLUSION

L'Allemagne use d'un incident peu banal pour lancer une crise, la dernière dans le cycle marocain qui ressemble fort à un stratagème dont l'issue est plus qu'incertaine.

Une crise en guise de test, une forme d'évaluation d'une situation qui n'est pas aussi claire qu'il y paraît. Or les Allemands ont, semble-t-il, besoin de savoir car leurs desseins sont nombreux autant sur le plan stratégique qu'économique, compte tenu de leur propre état des lieux.

La réaction de la France et de la Grande-Bretagne sont les premiers facteurs qui stoppent l'Allemagne dans son élan. Mais ses arguments semblaient si peu convaincants qu'il ne pouvait en être autrement, en tout cas pour la période précise de la crise.

L'Empire de Guillaume II pouvait à l'issue se préparer sérieusement en prenant bonne note de la nouvelle donne des alliances et autres ententes. L'échiquier venait de connaître une nouvelle étape vers l'un des conflits les plus terribles qui allait finalement lui faire perdre ses plus belles illusions.

Le 4 novembre 1911, chaque camp ressort renforcé, convaincu de son bon droit. L'Allemagne allait sans le savoir subir sept ans plus tard le contre coup de toutes ses actions passées dont Agadir prend une place primordiale.

Finalement, cette crise permit de montrer aux signataires de la Triple Entente à quoi ils devaient dorénavant se préparer. C'est un résultat inespéré après quatre mois de négociations diplomatiques particulièrement délicates. Le jeu en valait-il la chandelle pour l'Empire allemand ? L'histoire a tranché sept ans plus tard.

Dans de ce type, les intérêts de chaque acteur étatique doivent être observés avec le plus grand soin pour bien cerner tous les aspects de l'évolution de crise. Certes, d'autres éléments fondamentaux jouent un rôle important, mais ils demeurent à tout instant secondaires. Les Etats restent les maîtres du jeu. Il ne faut cependant pas négliger un aspect relevé régulièrement durant cette étude : le rôle des individus qui tiennent les rênes est certainement primordial dans ce domaine. Un de Selves à la présidence du conseil est la guerre était aussitôt déclencher par un rapport de forces et de puissance sur le terrain

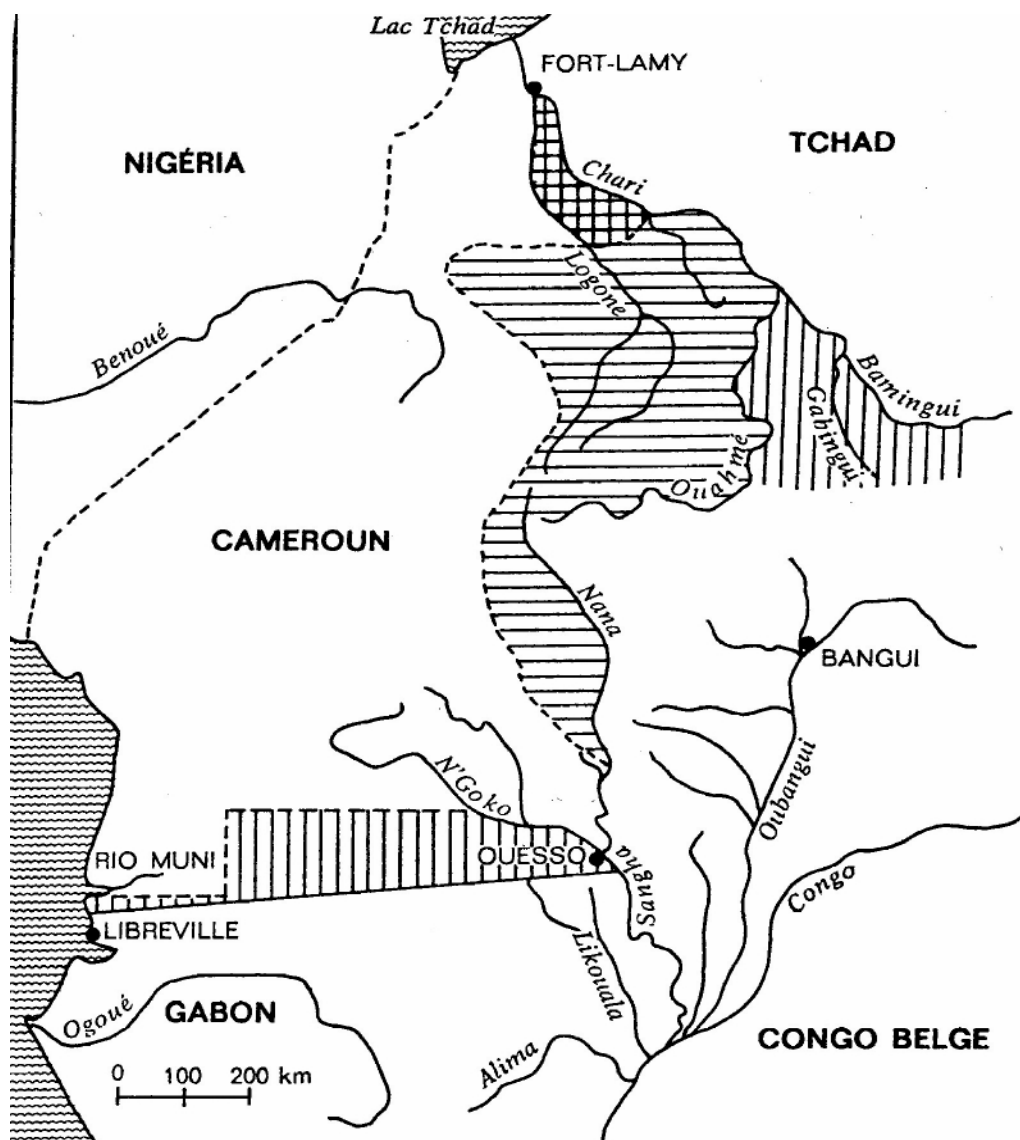
marocain. Le caractère des uns desserre les ambitions des autres et peut permettre de sauver une situation.

En tout cas dans cette affaire d'Agadir, cela aura eu le mérite de reculer l'échéance une nouvelle fois et éviter peut-être une guerre encore plus terrible, si elle peut en exister, que celle qui allait le « vieux continent » pour un certain temps au fond du gouffre.

# ANNEXE I

(CARTE DU MAROC EN 1911)

## ANNEXE II



30 JUILLET

Cessions françaises envisagées : maximum au 20 juillet

(+ le choix entre les îles)

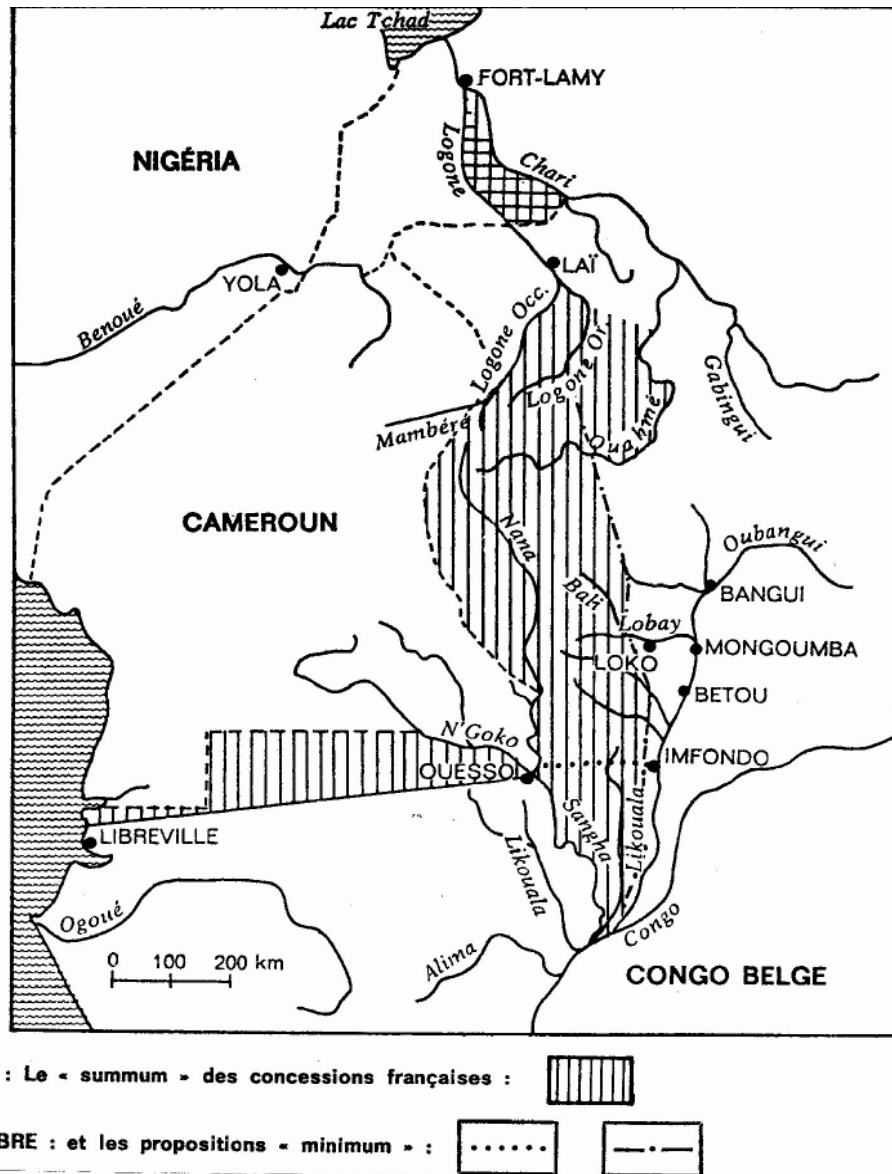
maximum au 30 juillet

contre le Togo et le Bec de canard



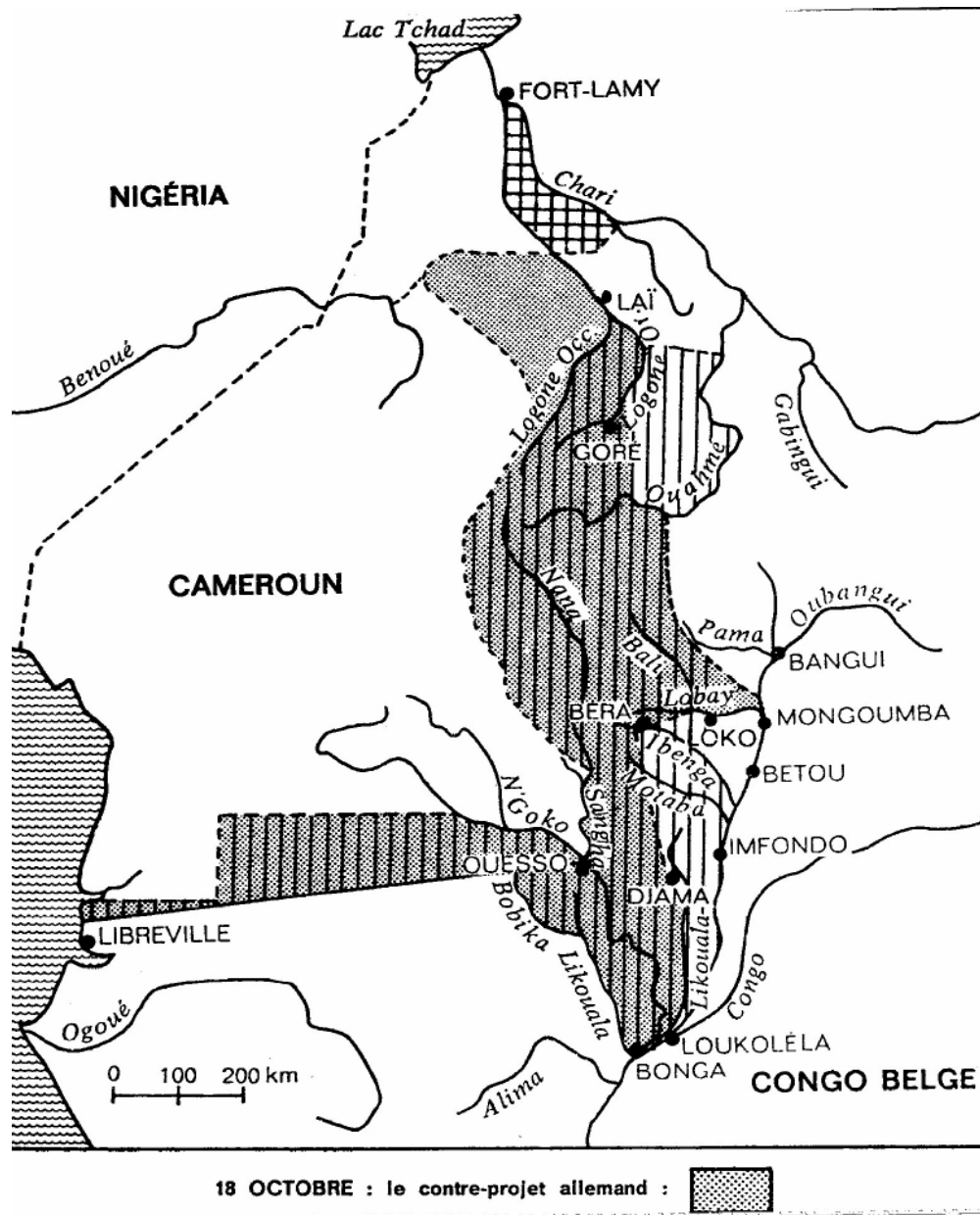
L'étude de cette carte permet de constater que, dès la fin du mois de juillet 1911, les concessions étaient de la part de France relativement importantes même si les contours apparaissent particulièrement tortueux. Les discussions portent sur des points de détail.

## ANNEXE III



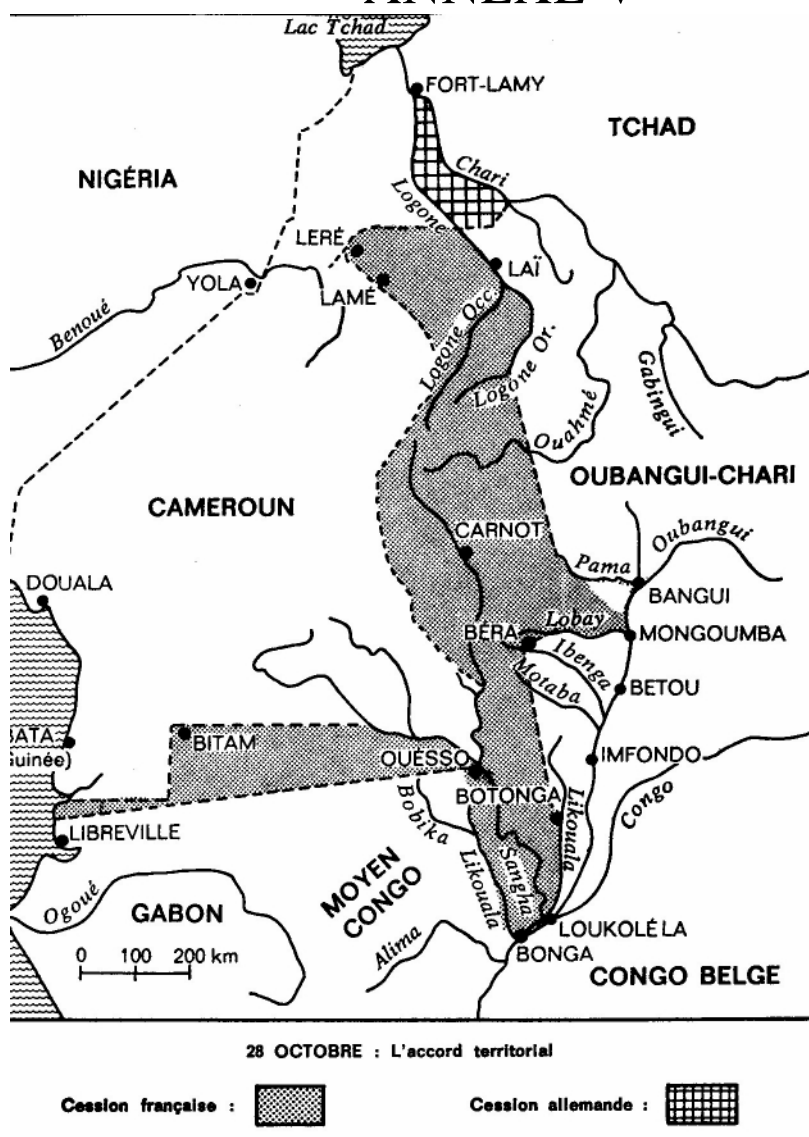
Le summum des concessions est atteint durant cette période qui suit l'Entracte. La région est de la Sangha a été reconsidérée et commence à rendre plus homogène la bande de territoires cédée à l'Allemagne. Il demeure cependant la bande d'Ouessou à l'océan. Une partie des Français attachée à leur empire colonial commence à se faire entendre. Mais au bec de canard toujours cédé en contrepartie, la France demande qu'il lui soit rajouté un supplément de terrain au Togo. Elle espère ainsi pouvoir empêcher la « coupure » des colonies françaises. La situation semble toutefois intéressante pour les Allemands à ce stade des négociations.

## ANNEXE IV



L'objectif du gouvernement français à partir de septembre est de limiter au maximum la « coupure ». La situation semble en effet entendue et les négociations touchent à leur terme : on discute les points de détail en cherchant à définir une frontière claire et cohérente.

## ANNEXE V



Il s'agit du résultat final des pourparlers qui offre à l'Allemagne de nouveaux territoires à l'ouest du Cameroun affirmés par une frontière quelque peu insolite, alors que la France réussit malgré tout à récupérer le bec de canard, une rectification de la frontière nord du Togo et, principalement, le protectorat du Maroc.

# BIOGRAPHIE

## Ouvrages historiques :

- ALBIN Pierre, « Le coup d'Agadir » (1912), éd. Ecole de guerre publications
- TARDIEU André, « Le mystère d'Agadir » (1912), éd. Calmann-Lévy
- CAILLAUX Joseph, « Agadir – Ma politique extérieure » (1919), éd. Ecole de guerre publications
- ALLAIN Jean-Claude, « Une crise impérialiste en Europe pour la conquête du Maroc » (1974), publications de la Sorbonne
- BRECHER Michaël, « International crisis behaviour project » (1997), éd. University of Michigan Press

## Articles de quotidiens :

- Articles du journal français « Le Matin » (période du 1<sup>er</sup> juillet au 4 novembre 1911)
- Articles du journal français « Le Journal des débats » (période du 1<sup>er</sup> juillet au 4 novembre 1911)